



Pour publication immédiate : 09/07/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE DE NOUVELLES MESURES POUR
PROTÉGER LES DROITS LIÉS À LA REPRODUCTION CONTRE
LES ATTAQUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL**

Le Gouverneur ordonne au Département des Services financiers d'exiger que les assureurs de soins de santé couvrent la contraception d'urgence, la contraception en vente libre et 12 mois de contraception, et ce sans partage des coûts

Avant la nomination d'un juge à la Cour suprême, le Gouverneur demande au Sénat de se réunir à nouveau et de voter sur la codification de l'arrêt Roe v. Wade dans la loi de l'État

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Programme 2018 pour les femmes : Égalité des droits, Égalité des chances

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui de nouvelles mesures pour protéger les droits liés à la reproduction alors que le gouvernement fédéral s'apprête à nommer un juge extrêmement conservateur à la Cour suprême qui pourrait saper les progrès réalisés dans le domaine des soins de santé en matière de reproduction. En vertu des règlements du Département des services financiers (Department of Financial Services, DFS) et du Département de la santé (Department of Health, DOH), l'État de New York doit veiller à ce que les assureurs couvrent la contraception d'urgence en plus de tous les autres médicaments, dispositifs ou autres produits de contraception mis à la disposition des femmes qui sont approuvés par l'Administration fédérale des produits alimentaires et pharmaceutiques (Federal Food and Drug Administration), ainsi que la dispensation de 12 mois de contraceptifs en une seule fois, sans coassurance, quote-part ou franchise.

Le Gouverneur a également demandé aujourd'hui au Sénat de se réunir à nouveau et de voter sur la codification des protections de l'arrêt Roe v. Wade dans le droit de l'État. L'Assemblée a adopté des lois pour codifier les protections de l'arrêt Roe v. Wade au cours des six dernières années, notamment pendant la session législative de 2018. Les mesures prises aujourd'hui s'inscrivent dans le cadre du Programme 2018 du Gouverneur Cuomo pour les femmes : Égalité des droits, égalité des chances (Equal Rights, Equal Opportunity).

« Face à cette attaque du gouvernement fédéral, New York va se doter de protections, car cet État a toujours été la capitale progressiste du pays », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « L'heure est venue de riposter. L'heure est venue de résister. L'heure est venue de faire entendre vos voix. L'heure est venue pour tous les New-Yorkais d'affirmer que vous ne priverez pas les femmes de leurs droits en matière de reproduction. Nous allons nous protéger parce que nous sommes l'État qui a toujours défendu les causes justes. »

Mesures réglementaires

Le nouveau règlement du DFS ordonne aux assureurs de soins de santé de :

- Élargir les besoins de couverture pour les médicaments, les dispositifs ou autres produits de contraception mis à disposition des femmes qui sont approuvés par l'Administration fédérale des produits alimentaires et pharmaceutiques. Exiger une couverture pour la contraception d'urgence sans partage des coûts lorsqu'elle est acquise d'une manière légale, y compris en vente libre auprès d'une pharmacie non affiliée ;
- Permettre à une femme de faire remplir son ordonnance pour acheter des contraceptifs sur 12 mois en une seule fois, supprimant ainsi la période d'essai de trois mois précédemment requise ;
- Couvrir les procédures de stérilisation volontaire pour les femmes et les contraceptifs en vente libre, et ce sans partage des coûts ; et
- Ne pas imposer de restrictions ni de retards dans la couverture contraceptive qui ne sont pas autrement autorisés par le règlement. Cette disposition interdirait les limites de quantités et autres restrictions de ce genre.

Le règlement codifie les directives publiées en janvier 2017 concernant les informations à fournir dans les formulaires concernant les contraceptifs, y compris l'indication des contraceptifs couverts sans partage des coûts. Les assureurs seront tenus de publier une liste facilement accessible, à jour, exacte et complète de tous les médicaments, dispositifs et autres produits de contraception couverts sur leurs listes de médicaments, y compris toute structure de paliers et toute restriction quant à la manière dont un médicament peut être obtenu.

Les règlements d'application du DOH permettent à une femme assurée par Medicaid de faire remplir une ordonnance pour acheter des contraceptifs sur 12 mois en une seule fois, alors qu'auparavant, la limite était de trois mois.

Une copie du règlement proposé peut être consultée [ici](#).

« J'ai perdu mon siège au Congrès en raison de mon soutien indéfectible à la Loi sur les soins abordables (Affordable Care Act) et au règlement en matière de contraception, et je sais à quel point il est important de protéger ces droits au niveau de l'État », **a déclaré la Lieutenante-Gouverneure Kathy Hochul, qui a assisté à l'événement d'aujourd'hui.** « C'est la raison pour laquelle je suis aux côtés du Gouverneur et des femmes de ce grand État dans cette riposte afin d'assurer la protection et la sécurité des femmes concernant leur santé reproductive. Compte tenu

de tout ce qui se passe à Washington, ces mesures protégeront les droits reproductifs des femmes. En ma qualité de Présidente du Sénat de l'État, je demande également aux responsables républicains du Sénat de protéger les femmes de cet État et d'adopter la Loi sur la santé reproductive (Reproductive Health Act) et de codifier l'arrêt Roe v. Wade. Personne ne doit nous dire comment disposer de notre corps. Ni aujourd'hui, ni jamais. »

« La contraception est un moyen essentiel qui a permis aux femmes d'acquérir une indépendance économique et sociale », **a déclaré la Surintendante des services financiers Maria T. Vullo.** « Le choix en matière de reproduction est un droit fondamental, et New York ne tolérera aucun obstacle ou atteinte à ce droit. Le DFS prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les assureurs couvrent les contraceptifs et la stérilisation volontaire sans quote-part, franchise ou autres dépenses courantes et veiller à ce que New York continue d'être le leader national en matière de défense des droits des femmes et d'accès aux soins de santé reproductive. »

« Les règlements annoncés aujourd'hui démontrent une fois de plus l'engagement du Gouverneur Cuomo à protéger et à élargir les droits des femmes en matière de soins de santé », **a déclaré le commissaire du Département de la santé de l'État de New York, le Dr Howard A. Zucker.** « Le planning familial est un élément essentiel du bien-être général, et il doit donc donner un accès sans entrave à la contraception et la possibilité à chaque femme de choisir comment la recevoir. »

Mesure législative

Le Gouverneur Cuomo demande au Sénat de se réunir à nouveau pour voter afin de codifier les protections de Roe v. Wade dans la loi de l'État de New York. Depuis des années, le Gouverneur Cuomo plaide en faveur de la codification de l'arrêt de la Cour suprême Roe v. Wade et de ses décisions ultérieures dans la loi de l'État pour garantir l'accès des femmes aux options de santé reproductive. Le Gouverneur demande à nouveau l'adoption d'une législation pour garantir les droits des femmes à prendre des décisions personnelles sur leurs soins médicaux pour protéger leur santé ainsi que leur vie, et pour garantir que les professionnels de la santé puissent fournir ces services essentiels sans crainte d'une sanction pénale.

La Membre du Congrès Nydia M. Velázquez a déclaré : « Le Gouverneur Cuomo prend des mesures promptes et appropriées pour préserver et soutenir les services de soins de santé au profit des femmes à New York. La tentative du gouvernement fédéral de bafouer les droits des femmes et de saper les progrès réalisés ne sera pas tolérée. Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits liés à la santé de reproduction dans ce grand État ».

La Chef de la Minorité au Sénat, Andrea Stewart-Cousins, a déclaré : « Les droits des femmes sont attaqués. Le nouveau juge nommé par Trump rendra la Cour ultra-conservatrice et encore plus hostile à la protection des femmes en matière de soins de santé. Cette nomination aura des conséquences désastreuses si nous n'agissons pas, étant donné que New York a décriminalisé l'avortement avant l'arrêt

Roe v. Wade. Les femmes de l'État de New York comptent sur nous pour protéger leurs droits obtenus de haute lutte, et nous ne devons pas les laisser tomber ».

Le porte-parole de l'Assemblée Carl Heastie a déclaré : « L'administration de Washington prépare une nouvelle attaque contre les droits reproductifs des femmes avec la nomination d'un juge ultra-conservateur à la Cour suprême. Plus tôt cette année, et lors d'innombrables sessions parlementaires précédentes, l'Assemblée de l'État de New York a adopté une loi visant à codifier l'arrêt Roe v. Wade. Année après année, nos collègues républicains au Sénat relèguent l'adoption de ce projet de loi au second plan, insistant sur le fait que l'arrêt Roe v. Wade n'est pas menacé. Leur inaction a mis honteusement en péril les soins de santé reproductifs des femmes. Il est temps de codifier l'arrêt Roe v. Wade. Finies les excuses ».

L'avocate publique de la ville de New York, Letitia James, a déclaré : « L'attaque de l'administration Trump contre les soins de santé des femmes va à l'encontre de nos croyances en tant que New-Yorkais. Les mesures prises par le Gouverneur Cuomo garantissent que les femmes continueront de recevoir toute la gamme d'options de soins de santé qu'elles sont en droit d'attendre. New York continuera à lutter contre la politique régressive et à servir de phare en matière de droits des femmes. »

Robin Chappelle Golston, Présidente et PDG de Planned Parenthood Empire State Acts, a déclaré : « L'administration Trump s'est engagée à faire en sorte que des millions de femmes à travers l'Amérique perdent l'accès essentiel aux soins de santé dont elles ont absolument besoin. Nous sommes confrontées à une attaque sans précédent contre nos soins de santé et nos droits par un gouvernement fédéral déterminé à remplacer une politique publique fondée sur des preuves médicales exactes par une idéologie politique. Le Gouverneur Cuomo est vent debout aujourd'hui pour rappeler à la nation que New York ne fera pas marche arrière ; nous ne resterons pas les bras croisés alors que nos droits volent en éclats et nous résisterons à ce déni de nos droits protégés par la Constitution ».

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Chambre Exécutive | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSINSCRIRE](#)